

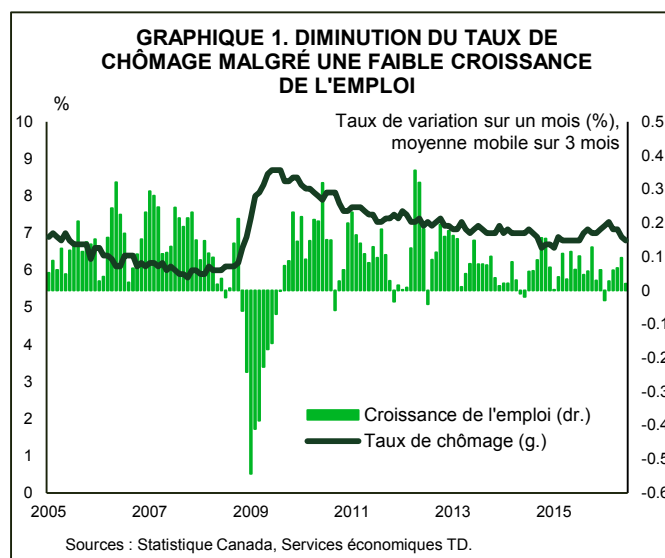


2 août 2016

## MARCHÉS DU TRAVAIL CANADIENS : RÉTROSPECTIVE ET PERSPECTIVES

### Faits saillants

- Les principaux indicateurs du marché du travail présentent des résultats contrastés jusqu'à maintenant cette année. Reflet d'une conjoncture économique difficile, la création d'emplois au pays s'est établie à un niveau mensuel moyen peu reluisant de 8 000 postes, en chiffres nets. Le taux de chômage est néanmoins tombé en dessous de 7 %, certains Canadiens ayant délaissé le marché du travail.
- L'indicateur du marché du travail TD, qui vise à fournir une évaluation globale des conditions sous-jacentes de l'emploi, a continué à progresser régulièrement cette année. Malgré une participation plus faible au marché du travail, la qualité des emplois semble s'être améliorée, et le taux de chômage involontaire semble avoir diminué.
- Cette année, la croissance de l'emploi est largement concentrée dans le secteur des services, notamment dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration, qui profite de la forte augmentation du nombre de visiteurs au Canada. À contre-courant, le secteur de la fabrication affiche des pertes nettes d'emplois qui semblent liées à la croissance plus faible que prévu de la demande étrangère et au recul de la demande des régions canadiennes axées sur les ressources.
- Nous nous attendons à ce que la création d'emplois demeure modérée au cours des quatre à six prochains trimestres, à un rythme de 7 000 à 10 000 postes par mois, et ce, malgré les perspectives de léger rebond de l'activité économique sous-jacente. On prévoit un retour à une croissance de l'emploi dans le secteur de la fabrication ainsi que des gains solides dans les secteurs des soins de santé et du commerce. L'agriculture et les secteurs axés sur les produits de base devraient cependant afficher de moins bons résultats, même si le recul du nombre d'emplois liés aux produits de base devrait cesser.
- On s'attend à ce que les gains d'emplois soient assez bien répartis entre les secteurs, mais pas entre les provinces. En effet, la majorité des gains d'emplois devraient être enregistrés en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. En revanche, l'embauche n'augmentera pas beaucoup dans les Provinces de l'Atlantique, et l'Alberta devrait continuer d'accuser des pertes d'emplois cette année et l'an prochain.
- On prévoit que le taux de chômage augmentera légèrement au cours des prochains trimestres, pour atteindre 7,0 % en moyenne en 2017. Le nombre d'emplois n'augmentera vraisemblablement pas au même rythme que le nombre de travailleurs alors que les taux d'activité se normalisent.

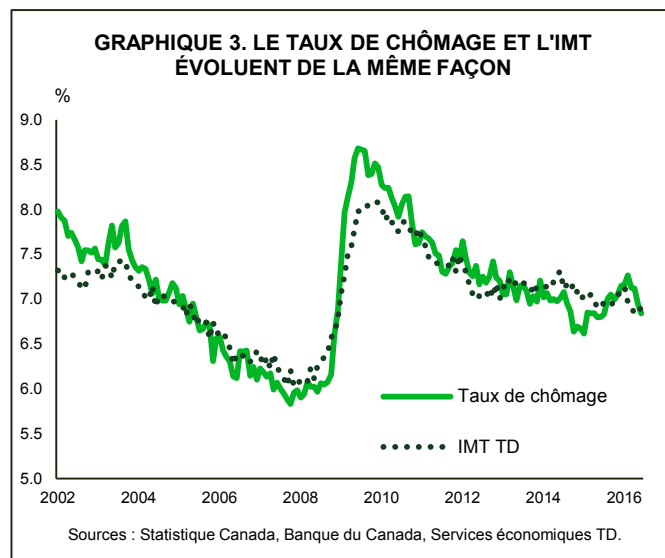


Ayant les données sur l'emploi du premier semestre en main, nous trouvons qu'il est opportun de faire le point sur la première moitié de l'année et examiner ce qui nous attend. Même si, à bien des égards, le début de l'année n'a rien de remarquable, les chiffres sur l'emploi recèlent des tendances intéressantes que nous explorerons ici. Le milieu de l'année est aussi le moment idéal pour mettre à jour nos perspectives sur l'emploi, car les sources de croissance devraient changer quelque peu au cours des prochains trimestres.

**Le taux de chômage diminue pour les mauvaises raisons, mais il ne faut pas trop s'en faire**

Au Canada, les marchés de l'emploi ont connu un début d'année 2016 assez peu glorieux. En effet, la croissance mensuelle nette de l'emploi s'est établie à environ 8 000 postes au premier semestre. Il s'agit d'un niveau plutôt ordinaire, qui correspond toutefois à la croissance assez lente de l'économie. De plus, cette croissance représente une certaine continuité par rapport à la tendance de l'an dernier, alors que seuls 11 000 postes étaient créés par mois environ.

Alors que le taux de chômage a augmenté graduellement en 2015, il a reculé de 0,3 point de pourcentage depuis décembre 2015. Ce résultat quelque peu déconcertant découle d'une diminution du nombre de travailleurs au Canada. Le taux d'activité (ou ratio de la main-d'œuvre à la population totale) a affiché une chute marquée cette année, car près de 20 000 Canadiens sont sortis de la population active. Même si la taille absolue de la main-d'œuvre a généralement augmenté ces dernières années, le taux d'activité recule graduellement depuis le milieu des années 2000 sous l'effet du vieillissement de la population canadienne (graphique 2). Ce qui surprend à propos du récent recul, c'est qu'il



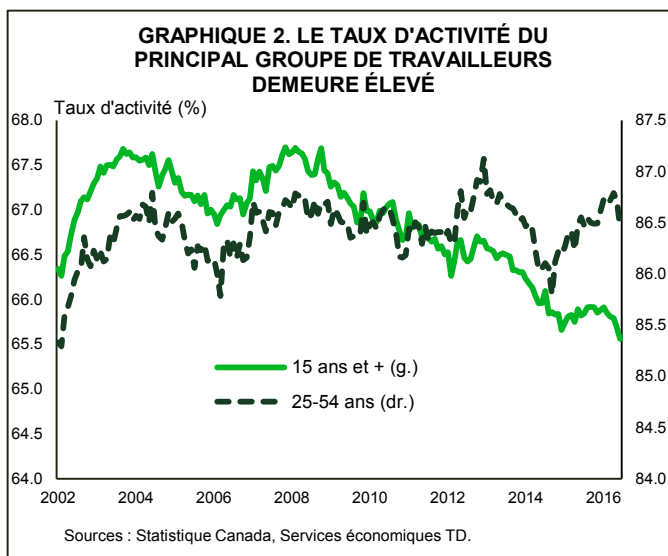
n'est pas attribuable à l'effet du vieillissement, car le taux d'activité du principal groupe de travailleurs (25-54 ans) a baissé de la même façon.

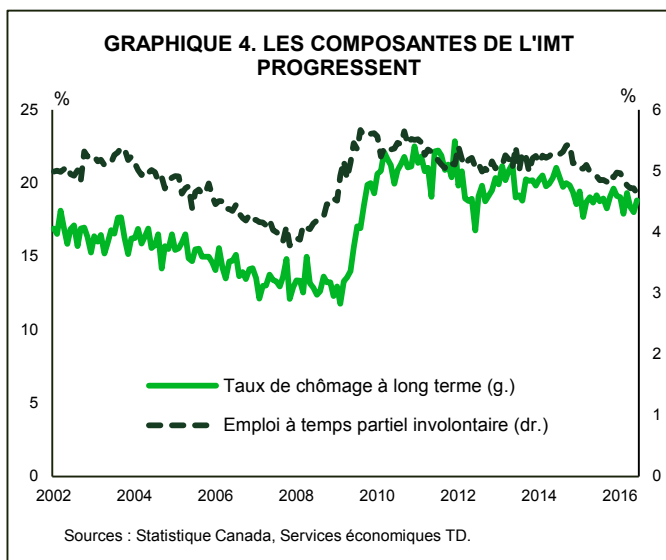
Un recul du taux de chômage attribuable à un taux d'activité en baisse est moins inspirant que s'il était attribuable à des gains d'emplois. Il convient cependant de mettre les choses en perspective. D'abord, même si la baisse est importante, les données sur l'emploi sont notoirement brouillées, et l'ampleur de la variation reste conforme aux normes historiques. Ensuite, le taux d'activité du principal groupe de travailleurs, c'est-à-dire 86,5 %, correspond à la moyenne à long terme. Par conséquent, même s'il convient de souligner la baisse enregistrée depuis le début de l'année, il ne faut pas trop s'en inquiéter.

**Le taux de chômage reflète les conditions sous-jacentes**

Les principales données sur la création d'emplois et le chômage donnent un aperçu simplifié de l'évolution des marchés de l'emploi. Leur simplicité peut toutefois s'avérer trompeuse, en particulier lorsque les taux d'activité sont volatils ou en baisse. C'est pourquoi les Services économiques TD préfèrent se fonder sur une vue plus globale de la performance du marché de l'emploi, laquelle comprend un éventail élargi de données sous-jacentes tenant compte de facteurs tels que la qualité des emplois, la sous-utilisation de la main-d'œuvre et la durée du chômage.

Ces diverses mesures de la santé du marché de l'emploi sont réunies dans l'indicateur du marché du travail des Services économiques TD (IMT TD), qui donne un résultat comparable au taux de chômage, mais plus riche que celui-ci compte tenu des renseignements utilisés. Les derniers





résultats de l'IMT TD brossent un tableau du marché de l'emploi qui correspond globalement à ce que suggère le taux de chômage affiché (graphique 3). Après plusieurs années de sous-performance du marché de l'emploi, un certain nombre d'améliorations ont été observées. D'abord, le taux de chômage involontaire a diminué. Ensuite, le taux de chômage à long terme (personnes sans emploi pendant 27 semaines ou plus) a aussi légèrement baissé, malgré plusieurs vagues de mises à pied dans le secteur du pétrole et du gaz (graphique 4).

Les composantes de l'IMT TD ne se sont cependant pas toutes améliorées. Le taux de chômeurs qui réussissent à se trouver un emploi a légèrement fléchi, et la croissance des salaires a ralenti. Les gains horaires moyens ont augmenté de 2 % au Canada en juin. Il s'agit d'un taux de croissance beaucoup plus faible que le taux moyen de 3 % affiché au cours des 12 mois précédents, et d'un taux inférieur à la moyenne à long terme de 2,4 %.

Malgré certains signes de faiblesse, L'IMT TD suggère qu'en dépit d'une économie au point mort et d'une diminution du nombre de travailleurs, le marché du travail continue de faire des gains modérés. Soulignons qu'en raison de la disponibilité inégale des données, l'IMT TD présente la situation à l'échelle nationale seulement. Comme nous le mentionnerons plus loin, les conditions du marché de l'emploi varient beaucoup au Canada en ce moment, ce que ne reflète pas l'IMT TD.

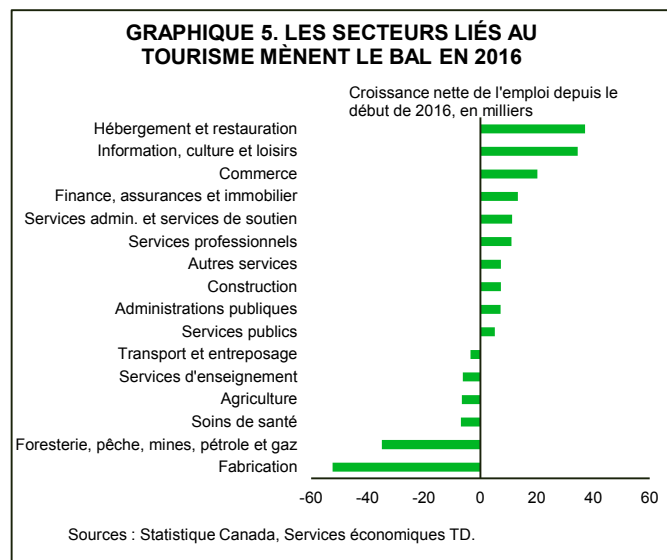
**Dans quels secteurs la croissance a-t-elle été observée?**

La répartition sectorielle de la croissance de l'emploi au Canada cette année correspond aux grandes tendances, mais

elle déjoue les attentes établies en début d'année. Pour mieux comprendre, il convient de situer la croissance de l'emploi par secteur cette année dans le contexte macroéconomique global. Le premier semestre peut être caractérisé par la remontée des cours du pétrole (par ailleurs toujours bas), un dollar canadien relativement faible et une croissance de la demande étrangère un peu plus terne que prévu.

La tendance qui s'explique peut-être le mieux est la faiblesse persistante des secteurs de la foresterie, de la pêche, de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz. Bien que décourageante, la perte nette de 35 000 postes (de décembre à aujourd'hui) n'est pas surprenante. La faiblesse des prix des produits de base, conjuguée à la transition d'une phase de construction d'immobilisations exigeante en main-d'œuvre à une phase de production et d'entretien pour un certain nombre de grands projets dans le secteur pétrolier et gazier, a comprimé la demande de travailleurs.

On observe la dynamique la plus intéressante dans les secteurs traditionnellement associés à la demande étrangère et à la diminution des taux de change. Le tourisme, mesuré par les voyages transfrontaliers, a fortement augmenté cette année, et sa croissance semble se refléter dans la performance relative des grands secteurs (graphiques 5). L'hébergement et les services de restauration (+37 100) ainsi que l'information, la culture et les loisirs (+34 500) ont affiché d'importants gains nets d'emplois, probablement pour répondre – en partie du moins – à la demande découlant de l'augmentation du nombre de visiteurs attirés au Canada par la faiblesse du huard par rapport au billet vert (les résidents des États-Unis sont en grande partie responsables de l'augmentation du nombre de visiteurs au Canada depuis



le début de 2016).

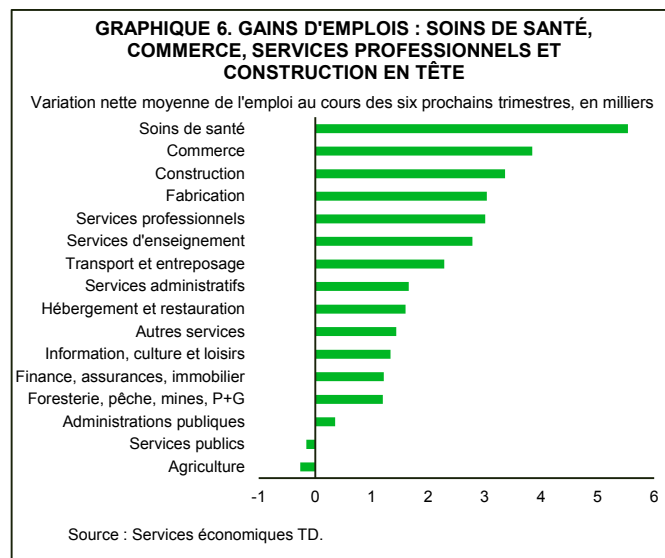
En revanche, la fabrication a largement déjoué les attentes, une perte nette de 52 400 postes ayant été enregistrée en date de juin, effaçant une grande partie des gains enregistrés dans d'autres secteurs. Malgré un taux de change généralement favorable cette année, les volumes d'exportations ont fortement baissé. Après avoir atteint un nouveau sommet historique en janvier, les volumes d'exportations de marchandises ont reculé à des niveaux jamais vus depuis le début de 2014. Le recul des exportations, conjugué à une composition moins favorable des dépenses intérieures, a probablement entraîné la baisse de l'emploi dans le secteur de la fabrication cette année. D'après la plus récente Enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada, l'affermissement de la demande étrangère en 2016 ne suffisait généralement pas à compenser la diminution de la demande intérieure. La demande étrangère est inférieure à nos attentes jusqu'ici cette année, tout comme l'emploi dans le secteur de la fabrication.

Quelque part entre ces secteurs se trouve le secteur des administrations publiques (+7 200), qui a profité de la création de postes temporaires liés au recensement en mai et en juin. La construction, soutenue par la demande de logements apparemment insatiable dans les régions du Grand Toronto et du Grand Vancouver, a affiché un gain semblable. Le solide marché de l'habitation canadien semble avoir eu des retombées positives sur les secteurs de la finance, des assurances et de l'immobilier (lequel comprend les courtiers en prêts hypothécaires et les agents immobiliers), menant à un gain cumulatif de 13 300 postes au premier semestre de 2016.

### Dans quels secteurs la croissance de l'emploi sera-t-elle enregistrée?

À l'avenir, la croissance de l'emploi devrait demeurer conforme à ce qu'elle a été récemment, c'est-à-dire modeste. Nous nous attendons à ce qu'entre 20 000 et 30 000 postes soient créés par trimestre au cours des 18 prochains mois (soit de 7 000 à 10 000 postes par mois). Le faible rythme de croissance de l'emploi, qui constitue la « nouvelle norme », reflète les perspectives économiques globales, qui demeurent au ralenti pendant que l'ajustement aux faibles prix des produits de base se poursuit. Nous prévoyons que le taux de chômage remontera légèrement, à l'instar du taux d'activité, pour atteindre 7 % en moyenne en 2017.

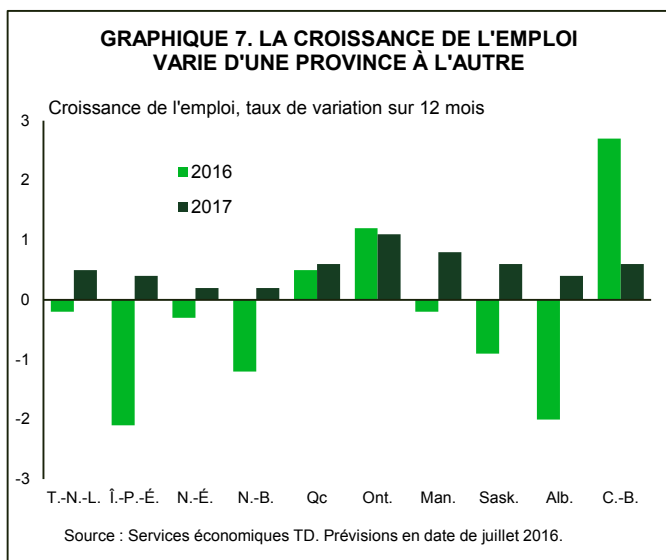
La faible croissance prévue de l'emploi global cache des écarts entre les secteurs (graphique 6). Le secteur des soins de santé, appuyé par le vieillissement de la population, devrait mener le bal au deuxième semestre de 2016 et en



2017, avec un gain net prévu de 5 500 postes par trimestre en moyenne. Bien que légèrement plus faible que le rythme affiché au cours des six derniers trimestres, le rythme de croissance prévu est néanmoins suffisant pour faire des soins de santé le secteur en plus forte progression. Une solide croissance de l'emploi est aussi attendue dans les secteurs du commerce (+3 800 postes nets en moyenne) et de la construction (+3 400 postes), ainsi que de la fabrication et des services professionnels (+3 000 postes dans chaque secteur).

Les gains moyens prévus pour le secteur de la fabrication correspondent à une image miroir des résultats des 18 derniers mois. En effet, les perspectives d'avenir sont plus favorables pour la production manufacturière. Après un lent début d'année, la croissance a repris un peu de vigueur aux États-Unis. Parallèlement, la demande canadienne pour les biens fabriqués en usine devrait s'affermir, en partie sous l'effet du rebond de l'activité qui se produira lorsque l'économie se remettra des récents feux de forêt. Les employeurs pourraient aussi préférer accroître la production par l'embauche plutôt que par l'investissement de capitaux. Même si les employeurs conservent la possibilité de réduire leur effectif en cas de repli (au lieu d'essayer de réduire leur stock de capital, ce qui est considéré comme plus difficile), nous ne pensons pas que ce sera le cas cette fois-ci. Nous croyons plutôt que les investissements dans le secteur de la fabrication augmenteront à mesure que l'expansion se poursuivra. Toutefois, étant donné les perspectives de ventes assez faibles et l'excédent de capacité dans de nombreuses industries manufacturières, les investissements ne devraient pas croître de manière considérable avant le début de 2018.

En queue de peloton, l'emploi dans les secteurs de



l'agriculture, de la foresterie et de la pêche ainsi que de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz devrait demeurer relativement stable, ce qui est de bon augure compte tenu des importantes pertes d'emplois enregistrées depuis le début de 2015. Les autres catégories du secteur privé se situent quelque part entre les deux, et évoluent globalement en phase avec l'ensemble de l'économie.

Pour ce qui est du secteur public, nos modèles laissent entrevoir des perspectives d'embauche stables pour les six prochains trimestres. Ces perspectives découlent d'un recul prévu de l'emploi à la suite du recensement ainsi que d'un manque d'impulsion pour soutenir l'embauche. La plupart des mesures de stimulation du gouvernement fédéral auront des effets indirects sur l'emploi, qui profiteront à la construction et à d'autres secteurs plutôt qu'aux administrations publiques, car les budgets provinciaux en particulier demeurent limités.

### Croissance inégale de l'emploi entre les provinces

Même si les perspectives de l'emploi ne varient que légèrement entre les grands secteurs, on ne peut en dire autant pour les perspectives provinciales. Comme nous l'avons indiqué dans nos perspectives économiques provinciales de juillet 2016, les gains d'emplois et les taux de chômage devraient varier grandement à l'échelle du pays. On prévoit une solide croissance de l'emploi en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, car ces provinces profiteront d'une combinaison favorable de secteurs. En revanche, les provinces axées sur les produits de base, dont l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, afficheront des pertes d'emplois cette année, lesquelles se poursuivront jusqu'en 2017 dans

le deuxième cas (graphique 7).

On s'attend à ce que toutes les provinces (à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador) enregistrent des gains d'emplois en 2017. Ces gains contribueront à stabiliser les taux de chômage provinciaux, qui demeureront toutefois assez élevés par rapport à ce qu'ils étaient jusqu'à récemment. Par exemple, en Alberta, le taux de chômage devrait avoisiner 7,3 % en 2017, ce qui représente un léger recul par rapport au taux actuel de 7,9 %, mais un niveau beaucoup plus élevé que le taux de 4,7 % enregistré en 2014.

### En conclusion

Malgré une faible croissance de l'emploi alignée sur la conjoncture économique globale, le taux de chômage a légèrement diminué au premier semestre de 2016 en raison d'un taux d'activité en baisse. Or, notre indicateur du marché du travail laisse entrevoir un marché ayant continué de faire des progrès modestes. Au cours des six prochains trimestres, les gains d'emplois devraient reposer sur le secteur des soins de santé, et les secteurs liés au tourisme devraient continuer à afficher des gains. Le secteur de la fabrication devrait cesser d'accuser des pertes nettes d'emplois, comme ce fut le cas récemment, et les secteurs reposant sur les produits de base devraient aussi cesser d'afficher des pertes, même si leurs gains d'emplois nets demeureront au mieux marginaux.

À l'échelle des provinces, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec devraient être les principaux moteurs de l'emploi à court terme. Nous prévoyons qu'à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, toutes les provinces verront la situation de l'emploi s'améliorer en 2017. Par ailleurs, nous ne pensons pas que la récente diminution de la main-d'œuvre se poursuivra, ce qui ouvre la voie à une légère augmentation du taux de chômage. Nous estimons que le taux de chômage se situera autour de 7 % en 2017 au Canada.

*Brian DePratto, économiste*  
416-944-5069



Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.